

Port de Montréal : David contre Goliath

Dossier de la rédaction de H2o
March 2021

Le gouvernement Trudeau a finalement accepté de protéger l'habitat essentiel du seul poisson endémique du Québec : le Chevalier cuirassé. Le Port de Montréal ne sera toutefois pas tenu de respecter cette décision prise en vertu de la Loi sur les espèces en péril, dans le cadre de son projet de port industriel de Contrecoeur. Ottawa, qui a offert 300 millions de dollars de financement pour ce terminal, estime que la compensation des habitats du Chevalier cuirassé qui seront détruits dans le fleuve suffira.

La construction du projet de terminal maritime de conteneurs à Contrecoeur détruira des éléments de cet habitat. Selon l'évaluation actuelle des promoteurs, il est question de draguer au moins 750 000 mètres cubes de sédiments, sur une superficie estimée à 150 000 mètres carrés, environ 20 terrains de soccer (football européen par opposition au football américain). Dans le cadre de l'évaluation environnementale fédérale du projet, Patrick O'Connell, ministre de l'Environnement et du Changement climatique, a reconnu que le terminal industriel serait bel et bien construit "au sein même de l'habitat essentiel du Chevalier cuirassé". "Le projet de port à conteneurs devrait avoir des répercussions sur les poissons et leur habitat, y compris le Chevalier cuirassé et son habitat essentiel. Cependant, basé sur l'information qui a été fournie jusqu'à présent et la compréhension actuelle des impacts anticipés, le MPO est de l'avis que ces impacts peuvent être évités, atténués et compensés", précise le document disponible en ligne. Selon ce qui est prévu par l'Administration portuaire de Montréal, la destruction de secteurs faisant partie de l'habitat de ce poisson menacé sera notamment compensée par la "création d'un habitat pour les poissons et d'herbiers pour le Chevalier cuirassé".

La Société pour la nature et les parcs du Canada (SNAP) et le Centre québécois du droit de l'environnement (CQDE) ont dénoncé cette porte ouverte du fédéral à la destruction d'éléments essentiels de l'habitat d'une espèce menacée. Ses commentaires inappropriés et irresponsables, le gouvernement canadien compromet l'intégrité du processus d'évaluation et de délivrance des permis prévu à la Loi sur les espèces en péril", a soutenu Alain Branchaud, directeur général de la section québécoise de la SNAP. La SNAP et le CQDE entendent d'ailleurs poursuivre leurs démarches juridiques lancées plus tôt cette année pour forcer Ottawa à respecter les dispositions de la LEP. Le rapport préliminaire d'évaluation environnementale du futur port de Contrecoeur confirme par ailleurs qu'on retrouve un habitat essentiel de la rainette faux-grillon, elle-même également protégée, sur les terrains du Port de Montréal. Le document estime toutefois que le projet n'empêchera pas sur cet habitat, ce qui aurait compromis ou retardé la construction du terminal de conteneurs. On ne retrouverait donc pas le petit batracien en péril à l'endroit précis où on construira le quai en béton de 675 mètres, une gare ferroviaire de triage de sept voies, une aire d'entreposage et de manutention des conteneurs, une cour ferroviaire intermodale, des bâtiments de soutien, des accès ferroviaires et routiers, ainsi qu'une aire de contrôle des camions. Cette information est cependant impossible à vérifier, le gouvernement du Québec ayant refusé de transmettre au Devoir les rapports des inventaires réalisés sur le terrain.

Alexandre Shields - Le Devoir

À

L'industrie avant la protection du territoire ?

Le gouvernement Legault a laissé 83 projets d'aires protégées dans le sud du Québec.

Alexandre Shields - Le Devoir

